

FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

TYPE D'OPÉRATION 4.2.1 DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL MIDI-PYRENEES 2014-2020 APPEL A PROJET PCAE

INVESTISSEMENTS DES EXPLOITATIONS LIÉES A LA TRANSFORMATION ET A LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE LA FERME

Le présent formulaire de demande d'aide une fois complété constitue, avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins, le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels.

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la **notice d'information** d'accompagnement du présent formulaire.

Transmettez l'original de ce formulaire, accompagné des pièces complémentaires, à la Région et **conservez-en un exemplaire.**

OÙ ENVOYER ?	Madame la Présidente de la Région Occitanie Hôtel de Région – DAAF- Service Compétitivité de l'Agriculture et Filières Végétales 201, Avenue de la Pompignanne 34 064 MONTPELLIER CEDEX 2
INTITULE DU PROJET	<input type="text"/>
NOM DU DEMANDEUR	<input type="text"/>

CADRE RÉSERVÉ A L'ADMINISTRATION

N° OSIRIS :

DATE DE RÉCEPTION :

Le formulaire comprend
10 rubriques

Au sein de chaque rubrique identifiez la
partie qui vous concerne en fonction de
la catégorie de demandeurs à laquelle
vous appartenez.

Puis complétez les différents points
numérotés

Comment compléter ce formulaire ?

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET
<input checked="" type="checkbox"/> EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL <input checked="" type="checkbox"/> SOCIÉTÉ AGRICOLE <input checked="" type="checkbox"/> CUMA <input checked="" type="checkbox"/> COLLECTIVITÉ
1- Description du projet Décrivez brièvement les investissements projetés. Une présentation plus détaillée est attendue dans le «Projet de Développement de l'Exploitation ou de la CUMA PCAE» (Annexe_1) et/ou la présentation du projet Investissements Non Productifs (Annexe 2)
<input type="text"/>

IDENTIFICATION ET CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL

1- Identification

N° SIRET :

N° Pacage :

Civilité : M. Mme

Nom :

Nom de naissance :

Prénom(s) :

Nom commercial :

Né(e) le :

2- Coordonnées

N° de téléphone portable :

N° de téléphone fixe :

Adresse électronique :

Adresse postale du demandeur :

Code postal :

Commune :

Adresse du siège d'exploitation :

(si différente de l'adresse postale)

Code postal :

Commune :

3- Caractéristiques du demandeur

Êtes-vous : Agriculteur à titre principal (ATP)

Agriculteur à titre secondaire (ATS)

Êtes-vous installé depuis moins de 5 ans (à partir de la date de votre 1ère affiliation MSA) ?

Oui, avec DJA⁽¹⁾ : → Date de l'installation (cf CJA) :

→ Ce projet s'inscrit-il dans votre plan d'entreprise du dossier d'installation (DJA) : Oui Non

Oui, sans DJA : → Date de l'installation figurant sur votre attestation MSA :

Non

(1) bénéficiaire des aides nationales à l'installation et installé à la date de dépôt de ce formulaire depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA ou si pas encore installé dépôt du dossier de demande d'aide DJA à la DDT (M)

Êtes-vous en cours d'installation ?

Oui : → Date de dépôt de dossier JA en DDT(M) : ou date de RJA :

→ Date d'enregistrement par le CFE (Centre des Formalités des Entreprises) :

Non

IDENTIFICATION ET CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE

1- Identification

N° SIRET : N° Pacage :

Dénomination sociale :

Nom commercial :

Forme juridique : GAEC → nombre d'associés du GAEC* : Nombre d'exploitations regroupées :

EARL SCEA Autres, précisez :

Représentant légal (sans objet pour les GAEC):

Civilité : M. Mme

Nom : Prénom(s) :

Qualité :

Responsable du projet (si différent du représentant légal)

Civilité : M. Mme

Nom : Prénom(s) :

Qualité :

2- Coordonnées

N° de téléphone portable : N° de téléphone fixe :

Adresse électronique :

Adresse postale de la société :

Code postal : Commune :

Adresse du siège d'exploitation :

(si différente de l'adresse postale)

Code postal : Commune :

3- Associés

Civilité, nom et prénoms ou dénomination sociale	N° Pacage ou SIRET	Né(e) le	Nombre de parts sociales détenues	Statut : ATP ATS NE ⁽¹⁾	Installé depuis moins de 5 ans			En cours d'installation
					Avec DJA**		Sans DJA***	Date de dépôt du dossier JA en DDT(M) ou date d'enregistre- ment CFE)
					Date CJA	Projet inscrit dans le PE ¹	Date d'installation MSA	
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

(*) rappel : chaque associé exploitant doit fournir une attestation d'affiliation à la MSA en qualité de non salarié agricole ATP (hors personne en parcours installation)

(**) bénéficiant des aides nationales à l'installation et installé à la date de signature de ce formulaire et depuis moins de 5 ans à compter de la date figurant sur votre certificat de conformité CJA ou si pas encore installé fournir le récépissé de dépôt de la demande de DJA

(***) à la date de dépôt de ce formulaire et à compter de la date de 1ère affiliation

1 PE : Plan d'entreprise validé dans le cadre de la DJA

IDENTIFICATION ET CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

- EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
 SOCIÉTÉ AGRICOLE

4- Indiquer ci-après les coordonnées bancaires du compte choisi pour le versement de l'aide et joindre un RIB :

N° IBAN :

Code BIC :

CARACTÉRISTIQUES DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

- EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
 SOCIÉTÉ AGRICOLE

1- Caractéristiques de l'exploitation

SAU de l'exploitation (ha) :

Orientation technico-économique principale (OTEX) :

(cf. annexe 2 liste des OTEX)

Votre exploitation est-elle certifiée ou en cours de conversion vers l'AB ?

- Oui : Précisez : → La totalité de mon exploitation est certifiée ou en conversion vers l'AB
→ Mon exploitation est partiellement certifiée ou en conversion vers l'AB
 Non

Votre exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale ?

- Oui, niveau 2
 Oui, niveau 3 (HVE)
 Non

2- Situation de l'exploitation au regard de la réglementation sur les installations classées pour l'environnement (ICPE) :

Votre exploitation est :

- déclarée au titre de la réglementation susvisée enregistrée au titre de la réglementation susvisée
 autorisée au titre de la réglementation susvisée non soumise (Règlement Sanitaire Départemental)

Si plusieurs ateliers concernés, veuillez indiquer pour lesquels :

3- Situation de l'exploitation au regard des zonages :

Votre exploitation est :

- en zone défavorisée (soumise à des contraintes naturelles ou spécifiques)
 en zone de montagne

 en zone vulnérable
 non concernée par ces zonages

- EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
 SOCIÉTÉ AGRICOLE

7- Situation économique et fiscale

Précisez le régime fiscal de votre exploitation :

Forfait

Votre exploitation a-t-elle une comptabilité tenue par un comptable agréé ou expert comptable :

Non

Votre exploitation agricole ou structure est-elle en procédure de sauvegarde, de redressement, ou de liquidation judiciaire ?

Non

Fonds propres de l'exploitation

Si votre exploitation est créée depuis plus d'un an et dispose d'une comptabilité tenue par un comptable agréé ou expert comptable, indiquez ci-dessous les fonds propres de l'exploitation pour le dernier exercice clos :

Dernier exercice comptable clos (année) :

Valeur en euros des fonds propres de l'exploitation :

Si vous ne pouvez pas renseigner la valeur des fonds propres, précisez le motif :

Exploitation créée depuis moins d'un an

Exploitation au forfait ne disposant pas d'une comptabilité tenue par un expert comptable ou un comptable agréé

DIAGNOSTIC DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

Présentation générale de l'exploitation : Préciser a minima les informations suivantes : répartition de la SAU par types de production, nombre d'UTH / ETP, mode de valorisation des produits...

Historique de l'exploitation :

Préciser a minima les informations suivantes : date de création de l'exploitation, date d'installation du demandeur, reprise de l'activité ou création ex nihilo, principales étapes de développement/évolution de l'exploitation ...

Présentation de l'ensemble des productions de l'exploitation **concernées et non concernées** par la demande de financement :

✓ **Productions animales**

Espèce/ race	Effectif global	Effectif concerné par le projet	AB – SIQO (oui / non)	Mode de commercialisation

DIAGNOSTIC DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

- ✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL
- ✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE

✓ **Productions végétales**

Production	Surface totale	Surface concernée par le projet	AB – SIQO (oui / non)	Mode de commercialisation

✓ **Matériels principaux de l'exploitation pour l'atelier de transformation (si existant)**

Spécifiques aux productions végétales	Ancienneté	Spécifiques aux productions animales	État de fonctionnement

✓ **Matériels principaux de l'exploitation pour l'espace commercialisation (si existant)**

Spécifiques aux productions végétales	Ancienneté	Spécifiques aux productions anima	État de fonctionnement

DIAGNOSTIC DE L'EXPLOITATION AGRICOLE

- ✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL
- ✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE

• Main d'œuvre de l'exploitation, nombre UTH :

	Nombre de personne	Répartition des tâches
Familliale	<input style="width: 80%;" type="text"/>	<input style="width: 95%;" type="text"/>
Salarié permanent	<input style="width: 80%;" type="text"/>	<input style="width: 95%;" type="text"/>
Main d'œuvre occasionnelle	<input style="width: 80%;" type="text"/>	<input style="width: 95%;" type="text"/>

• Données chiffrées de l'exploitation

	N-1	N
Chiffre d'affaires HT	<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 90%;" type="text"/>
Nombre d'effectifs (Conjoint, salariés, apprentis, saisonniers)	<input style="width: 90%;" type="text"/>	<input style="width: 90%;" type="text"/>

✓ Moyens de production : foncier, bâtiments et équipements, ressources humaines

	Description	Atouts	Contraintes	Axes de développement
Foncier	SAU (surface agricole) totale, en propriété, en fermage, parcellaire regroupé, dispersé SAU : <input style="width: 100px;" type="text"/>	<input style="width: 95%;" type="text"/>	<input style="width: 95%;" type="text"/>	<input style="width: 95%;" type="text"/>
Bâtiments et équipements	États des bâtiments, localisation... Ateliers de transformation	<input style="width: 95%;" type="text"/>	<input style="width: 95%;" type="text"/>	<input style="width: 95%;" type="text"/>
Main d'œuvre	Organisation du temps de travail, savoir-faire et compétences	<input style="width: 95%;" type="text"/>	<input style="width: 95%;" type="text"/>	<input style="width: 95%;" type="text"/>

Compléments d'information :

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

1- Description précise du projet

Vous pouvez joindre à votre demande tout autre élément de description que vous jugerez pertinent : étude de faisabilité, fiches produits....

Présentez le ou les atelier(s) de production concerné(s) en indiquant l'ensemble des ingrédients (nature et pourcentage) entrant dans la composition de chaque produit fini ainsi que leur mode de commercialisation

Décrire les investissements envisagés par type d'usage

Le projet comprend : l'acquisition de matériels/équipements la construction/aménagement/extension d'un bâtiment

		Construction neuve (surface construite à préciser)		Extension (surface construite à préciser)		Modernisation (surface rénovée à préciser)	Achat d'équipements matériels
Transformation de produits agricoles	<input type="checkbox"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> m2	<input type="checkbox"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> m2	<input type="checkbox"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> m2	<input type="checkbox"/>
Stockage conditionnement	<input type="checkbox"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> m2	<input type="checkbox"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> m2	<input type="checkbox"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> m2	<input type="checkbox"/>
Commercialisation	<input type="checkbox"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> m2	<input type="checkbox"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> m2	<input type="checkbox"/>	<input style="width: 80%;" type="text"/> m2	<input type="checkbox"/>

Si construction ou aménagement/rénovation d'un bâtiment :

Êtes-vous propriétaire du terrain d'emprise du bâtiment ? oui non

Si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, vous devez fournir l'autorisation du propriétaire du terrain.

Êtes-vous propriétaire du ou des bâtiment(s) lié(s) au projet ? oui non

Si vous n'êtes pas propriétaire du bâtiment vous devez fournir le contrat de bail du ou des bâtiments concerné(s) par le projet

Veillez indiquer la surfaces construite et/ou rénovée totale m²

Si l'activité de transformation/commercialisation est existante, les investissements concernent-ils la **mise aux normes de l'atelier** :

oui non

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL

✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE

ATTENTION : les dépenses (hors frais généraux) ne doivent pas être engagées avant la réception du dossier par le service instructeur. La signature d'un devis, un bon de commande, un versement d'acompte ou un début effectif de travaux constituent un motif d'inéligibilité.

Calendrier prévisionnel du projet

Date de début du projet (JJ/MM/AAAA) :

Date de fin du projet (JJ/MM/AAAA) :

Précisez les objectifs attendus

2- Situation du projet au regard de la réglementation sanitaire : Soumis à un agrément CE Dispensé d'agrément CE
 Autre (préciser)

Équipements intérieurs :

Équipements de traitement des effluents :

Autres :

3- Types de productions transformée(s) et/ou commercialisée(s) concernée(s) par le projet* :

bovin ovin-caprin porcin volaille (y compris palmipèdes à foie gras)
 lapin apiculture cultures fruitières (arboriculture, fruits rouges...)

autres production, précisez :

Si vous avez coché plusieurs cases, veuillez préciser la production principalement concernée par le projet :

***NB : la filière viticole n'est pas éligible au TO 421, à l'exception des pépinières viticoles.**

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

Décrire l'évolution avec la mise en œuvre du projet ou renseigner les indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs avant-projet et après-projet :

1- Critères économiques (plan prévisionnel du projet) – Données obligatoires

Cochez les critères sur lesquels un impact du projet est attendu et complétez la description.

Critère	Valeur de l'année précédente	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet (en année de croisière)	Justifications
EBE			
Annuités des emprunts MLT			
Résultat d'exploitation			
Résultat d'exercice			
Autre critère économique : <input style="width: 100%; height: 20px;" type="text"/>			

2- Critères sociaux

Critère	Description de l'impact du projet ou situation avant/après
<input type="checkbox"/> Amélioration de la qualité des produits et des conditions de travail (pénibilité, réduction du temps de travail, sécurité)	
<input type="checkbox"/> Evolution de la main d'œuvre	
<input type="checkbox"/> Autre critère social : <input style="width: 100%; height: 20px;" type="text"/>	

- ✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL
- ✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE

3- Critères environnementaux

Cochez les critères sur lesquels un impact du projet est attendu et complétez la description.

	Critère	Description de l'impact du projet ou situation avant/après
<input type="checkbox"/>	Développement d'une production engagée dans une démarche de valorisation reconnue : pas sous SIQO (AB, AOP/AOC, IGP, Label Rouge, STG)	
<input type="checkbox"/>	Favoriser les circuits courts	
<input type="checkbox"/>	Adhésion à un réseau de démarche collective	
<input type="checkbox"/>	Économie de la ressource en eau	
<input type="checkbox"/>	Diminution des pollutions	
<input type="checkbox"/>	Amélioration du bien-être animal	
<input type="checkbox"/>	Autre critère environnemental : <input data-bbox="209 1451 531 1532" type="text"/>	

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES DU PROJET

- ✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL
- ✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE

Veillez indiquer le montant global des dépenses présentées de votre projet : € H.T.

Les devis doivent être détaillés et comparables (**libellés, unités équivalents**). Si le devis le plus élevé est retenu, veuillez joindre une note expliquant ce choix.

Attention : 1 devis devra être présenté dans la demande pour les devis inférieurs à 3 000 € HT

2 devis de 2 fournisseurs différents devront être présentés dans la demande pour les devis entre 3 000 € HT et 90 000 € HT

3 devis de 3 fournisseurs différents devront être présentés dans la demande pour les devis supérieurs à 90 000 € HT

Reporter un seul devis retenu par ligne en indiquant une description globalisante. Si vous retenez le devis présentant le coût le plus élevé, vous devrez justifier et argumenter les motivations de ce choix et la dépense éligible pourra être plafonnée.

Les dépenses doivent être réparties dans les 5 tableaux suivants :

- dépenses matérielles « bâtiment » : gros œuvre, aménagements intérieurs...

- dépenses matérielles « équipements neufs » : matériels divers.

- dépenses matérielles « aménagement des abords » : VRD dans l'emprise du bâtiment, autres aménagements des abords possibles si présence d'un point de vente.

- dépenses « immatérielle » : logiciel, création d'un site internet marchand avec vente et paiement en ligne.

- frais généraux : frais d'ingénierie et d'architecte, études de faisabilité techniques et commerciales en lien direct avec le projet dans la limite de 10 % des dépenses matérielles et immatérielles éligibles.

Vous devez ensuite présenter le plan de financement prévisionnel qui doit identifier les recettes (auto-financement, prêt bancaire, prêt bonifié pour les JA et subvention demandée).

Pour remplir ces différents tableaux, vous pouvez vous aider du fichier excel disponible en téléchargement avec les autres pièces du dossier. Ce fichier complété peut nous être envoyé par mail aux adresses suivantes : marie-georges.frament@laregion.fr ; melanie.fonton@laregion.fr. Il ne remplace par le formulaire qui doit être complété, mais permet de limiter le travail de saisie des devis et limiter les risques d'erreurs.

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES DU PROJET

- ✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL
- ✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE

1.2 Dépenses matérielles en équipements/matériels neufs et fixes

Description dépenses	Nom du fournisseur RETENU, date devis	N° devis	HT RETENU	Sous opération (indiquer la fonction principale) : Transformation ou Stockage/conditionnement ou Commercialisation	Nom du fournisseur non retenu, n° de devis	HT NON RETENU
Total 1.2 dépenses matérielles « Equipements »						

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES DU PROJET

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

2- Dépenses immatérielles

Les investissements immatériels liés à la commercialisation: l'acquisition d'un logiciel, la création d'un site internet marchand avec vente et paiement en ligne (conception, mise en service, formation utilisation).

Nature de la dépense	Nom du fournisseur retenu , n° de devis	Montant HT RETENU	Nom du fournisseur non retenu, n° de devis	Montant HT NON RETENU
Acquisition d'un logiciel	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
Création d'un site internet marchand avec vente et paiement en ligne	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
TOTAL immatériel		<input type="text"/>		<input type="text"/>

3- Frais généraux *

Les frais d'ingénierie et d'architecte, les études de faisabilité, techniques et commerciales en lien direct avec le projet de transformation et /ou de commercialisation à la ferme.

Nature de la dépense	Montant HT	Devis retenus		Devis non retenus	
		Nom du fournisseur, date, n° de devis	HT RETENU	Nom du fournisseur, date, n° de devis	HT NON RETENU
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
TOTAL frais généraux	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

* Limités à 10 % du total des dépenses éligibles du projet (cf. ci-dessous)

Total général des dépenses

TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES (1-matériel + 2-immatériel + 3-frais généraux)	Montant HT (€)

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

Financeurs sollicités	Montant en
Aide sollicitée au titre du dispositif 421 (Région + FEADER)	<input style="width: 100%;" type="text"/> Dont 53 % de FEADER <input style="width: 100%;" type="text"/> Dont 47 % de Région <input style="width: 100%;" type="text"/>
Autres collectivités (préciser)	<input style="width: 100%;" type="text"/>
Sous-total financeurs publics	
Emprunt (1)	<input style="width: 100%;" type="text"/>
Prêt bonifié (2) (Fournir le justificatif) <u>Si oui</u> : subvention équivalente du prêt bonifié	<input style="width: 100%;" type="text"/>
Autre	<input style="width: 100%;" type="text"/>
Sous-total financeurs privés	<input style="width: 100%;" type="text"/>
Auto – financement	<input style="width: 100%;" type="text"/>
TOTAL général = coût global du projet (1-matériel + 2-immatériel + 3-frais généraux)	<input style="width: 100%;" type="text"/>

(1) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire : oui non

(2) - Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire : oui non

- j'ai sollicité ou j'envisage de solliciter auprès de la Banque Populaire Occitane la garantie FOSTER TPE/PME dans le cadre de cet emprunt

Une subvention au titre du dispositif 421 vous a-t-elle été attribuée depuis 2014 ? oui non

Si oui, quel est le montant ? euros

NB : Pour les porteurs de projets soumis à la réglementation Marchés Publics, remplir l'annexe « Marchés Publics lancés ou non lancés » en fonction de l'avancement de votre procédure lors du dépôt de la demande et joindre les pièces correspondantes.

Taux de base d'intervention	30 % <i>Majoration dans la limite totale de 40 % toutes aides publiques confondues</i>
Majoration liée à la filière valorisation AB et SIQO	+ 10 %
Majoration pour les jeunes agriculteurs	+ 10 % <i>Au prorata du nombre de parts sociales dans le cas des GAEC et autres sociétés</i>

ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

- ✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL
- ✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides aux investissements liés à la transformation et à la commercialisation des produits à la ferme, dispositif 4.2.1, relevant du programme de développement rural régional Midi-Pyrénées 2014-2020.

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir sollicité ou obtenu une aide autre que celles indiquées sur ma (notre) demande sur le même projet et les mêmes investissements
- avoir pris connaissance des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points.
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement.
- avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide sera sélectionnée par appel à projets et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure, être à jour de mes (nos) cotisations sociales,
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'investissement aidé,
- le cas échéant, que les associés exploitants détiennent plus de 50 % du capital social,

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années,
- à informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements,
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau «financement du projet»,
- respecter la réglementation concernant la publicité de l'intervention du FEADER,
- à respecter les obligations réglementaires relatives à la pérennité des opérations conformément à l'article 71 du règlement UE n° 1303/2013. Ces obligations seront précisées dans la décision juridique d'attribution de l'aide.

Je suis informé(e) (nous sommes informés)

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur,
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.
- que l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire font l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon dossier de demande d'aide et à l'évaluation du programme. Les destinataires des données sont l'Agence de services et de paiement (ASP), le Ministère de l'Agriculture, de l'alimentation et de la forêt, FranceAgriMer et la Région Occitanie. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser au service instructeur.

Si mon dossier n'est pas retenu faute de crédits suffisants lors du comité de sélection, je souhaite maintenir ma demande pour qu'elle soit examinée lors du comité de sélection de la période suivante de dépôt des dossiers de l'appel à projets. Si je souhaite apporter des modifications substantielles à mon projet, je devrais toutefois déposer une nouvelle demande.

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

RÉCAPITULATIF DES CRITÈRES DE SÉLECTION

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

Les dossiers sont classés en fonction de leur note obtenue selon les critères ci-après.
La grille est remplie **au regard du projet présenté** dans la demande de financement.

Pour chaque critère, si les conditions sont remplies la totalité des points attribuables est comptabilisée. Dans le cas de critères comportant plusieurs conditions de réalisation non cumulatives, si l'une des conditions au moins est remplie, la totalité des points attribuables est comptabilisée. **La note minimale est fixée à 30 points.**

Veillez cocher obligatoirement une réponse («oui» ou «non») pour chacun des critères listé ci-dessous.

Critères	Oui	Non	Pièce justificatives à fournir
Produits sous SIQO dont AB (en certification ou conversion) Marque territoriale avec contrôle externe Certification conformité produit Certification Global Gap	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Certificat <i>La mention AB doit porter sur la production concernée par le projet, objet de la demande.</i> Attestation <i>Pour la filière concernée par le projet</i>
Installation depuis moins de 5 ans à la date du dépôt de la demande / Personne en parcours installation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pour les JA : RJA recevabilité jeune agriculteur, ou CJA certificat de conformité jeune agriculteur ou copie récépissé de dépôt de demande d'aide JA à la DDT(M) Pour les nouveaux exploitants non JA : attestation MSA <i>Il doit y avoir moins de 5 ans entre la date d'installation effective ou de la première affiliation MSA et la date du dépôt de la demande.</i>
Installation depuis moins de 5 ans à la date du dépôt de la demande ou en parcours installation constituant une installation hors reprise et hors installation en société (création d'exploitation ex nihilo)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A justifier sur la base du projet d'installation. <i>Critère cumulable avec le critère précédent.</i>
Appartenance à un GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Attestation d'adhésion <i>Le GIEE doit avoir été reconnu par les services de l'État.</i>
Augmentation potentielle de l'EBE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	À justifier dans la description du Projet dudit formulaire dont les éléments financiers <i>L'augmentation doit être significative (> 10%) entre l'année de référence (n ou n-1) et n+3. Ce prévisionnel économique devra être justifié dans le cadre du projet et en lien avec les investissements présentés dans la demande.</i> <i>Seuls les exploitants et structures ayant déjà un exercice comptable (année de référence) peuvent prétendre à ce critère.</i>
Création potentielle d'emploi(s) salarié(s) sur l'exploitation ou mutualisé au sein d'un groupement d'employeurs (mi-temps minimum) Création d'un GAEC Augmentation du nombre d'associés exploitants au sein d'une société agricole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	À justifier dans la description du Projet dudit formulaire Le cas échéant : - statut à jour de la société - attestation MSA des associés -exploitant - attestation du groupement d'employeur - contrat du salarié <i>L'emploi salarié doit être permanent et constituer une création nette d'emploi. Dans le cadre du groupement d'employeur, la mobilisation du salarié doit correspondre à minima à un mi-temps.</i> <i>L'évolution de l'emploi doit être en cohérence avec le projet présenté dans la demande.</i> <i>Les évolutions liées à une société doivent avoir lieu l'année précédent la demande ou prévue durant la mise en œuvre du projet présenté.</i> <i>Concernant le GAEC, la création doit être déjà effective.</i>

Création d'une première activité de transformation *	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A justifier dans la description du projet
Ou Création d'un atelier de transformation à la ferme en complément d'un atelier existant *	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A justifier dans la description du projet
Ou Projet portant sur un développement d'une activité existante ou amélioration qualitative *	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A justifier dans la description du projet
Ou Projet concernant uniquement la commercialisation *	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A justifier dans la description du projet
Adhésion à une organisation de producteurs, à une coopérative ou une entreprise avec contractualisation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Attestation réalisée par l'organisme ou structure correspondant, mentionnant la production et le volume concerné.
Adhésion à une Démarche Collective Circuits Courts (DCCC) reconnue par la Région (Annexe 3)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<i>Doit être en lien direct avec l'activité faisant l'objet de la demande.</i>
Adhésion au groupement qualité miel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<i>L'attestation doit être réalisée par l'organisme ou structure correspondante pour une partie significative de la production.</i>
Activité de réinsertion ou espace test agricole (cf. définition présentée en Annexe 1 de l'Appel à Projet).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	- Statut de la structure ou document contractuel avec un organisme de réinsertion - Attestation d'adhésion au réseau national RENETA <i>L'activité de réinsertion doit être intégrée dans les statuts ou être concrétisée dans le cadre d'une convention avec un organisme.</i> <i>Les espaces test doivent être adhérent au réseau national RENETA</i>
Stratégie filière viticole : projet porté par une pépinière viticole	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A justifier dans la description du projet.
Le siège d'exploitation est situé en zone de montagne / haute montagne.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Attestation MSA présentant l'adresse du siège de l'exploitation

* Ces critères ne sont pas cumulables.

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

Pièces à fournir	Type de demandeur concerné	Pièce jointe (cocher les cases)	Sans objet (cocher les cases)
DEMANDE			
Exemplaire original du formulaire de demande complété, signé et daté (cf dernière version sur site de la Région) http://www.europe-en-occitanie.eu/web/Europe/4936-les-appels-a-projets-feader-du-pdr-midi-pyrenees.php#.WVEIvXq6MV8	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si le projet présenté concerne la transformation/stockage/commercialisation de produits non agricoles (ex : farine, houblon...) compléter l'annexe 1 de minimis	Si produits non agricoles	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (IBAN) ou copie lisible	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de situation géographique du projet	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis détaillés des travaux ou investissements y compris pour les investissements immatériels classés par type d'investissement et numérotés selon les règles suivantes : - Un devis pour les devis inférieurs à 3 000 € HT - Deux devis de deux fournisseurs différents pour les devis compris entre 3 000 € HT et 90 000 € HT - Trois devis de trois fournisseurs différents pour les devis supérieurs à 90 000 € HT Si le devis le plus élevé est retenu, veuillez joindre une note expliquant ce choix. Les devis doivent mentionner les montants HT et TTC, être détaillés et comparables.	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives éligibilité demandeur			
Copie d'une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité ou passeport)	Exploitation Individuelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de domicile : titre de propriété, dernier avis d'imposition, quittance de loyer, de gaz, d'électricité ou de téléphone de moins de 3 mois ou une attestation d'assurance logement de moins de 3 mois)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA justifiant que le demandeur est (1) exploitant agricole et (2) à titre principal		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de régularité MSA justifiant le paiement des cotisations sociales, à télécharger sur : http://www.msa.fr ou accord d'étalement conclu avec la MSA si le demandeur ou un des associés n'est pas à jour de ses cotisations sociales au 1 ^{er} janvier (pour la structure et les associés exploitants le cas échéant)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait K Bis datant de moins de 3 mois	Sociétés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts actualisés de la société avec répartition du capital social par associé		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie d'une pièce d'identité en cours de validité pour chacun des représentants légaux des structures (SARI, GAEC, EARL...)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA précisant le statut d'exploitation agricole de la structure		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA précisant le statut d'exploitant agricole à titre principal des associés		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de régularité MSA justifiant le paiement des cotisations sociales individuelles et de la structure, à télécharger sur : http://www.msa.fr ou accord d'étalement conclu avec la MSA si le demandeur ou un des associés n'est pas à jour de ses cotisations sociales au 1 ^{er} janvier (pour la structure et les associés exploitants le cas échéant)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Pièces justificatives comptables et financières			
Liasse fiscale complète ou bilan comptable certifié par le comptable du dernier exercice clos, OU , en l'absence de comptabilité tenue par un comptable, les justificatifs suivants : - dernier avis d'imposition - dernière déclaration fiscale de TVA au forfait (CA12)	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si soumis au régime du réel simplifié, copie de la dernière comptabilité simplifiée		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si recours à un emprunt et pour les projets dont le montant d' investissement est supérieur à 50 000 € : accord bancaire ou document équivalent ou Plan d'entreprise JA visé par la banque	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les projets avec construction/extension ou aménagement de bâtiment			
Plan de masse des travaux	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si construction neuve : Plan des aménagements intérieurs précisant l'usage des locaux et les surfaces et/ou la localisation des équipements prévisionnels	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si extension/rénovation/aménagement bâtiment existant : Plans avant et après travaux précisant l'usage des locaux et les surfaces et/ou la localisation des équipements prévisionnels	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si demandeur pas propriétaire du terrain : Autorisation du propriétaire du terrain		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si demandeur pas propriétaire du ou des bâtiments concerné(s) par le projet : contrat de bail du ou des bâtiments concerné(s)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pour les projets ne comportant que des équipements/matériels			
Plan précisant l'usage des locaux et la localisation des équipements prévisionnels	Tous	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces spécifiques pour répondre aux critères de sélection			
Justificatif d'appartenance à un G.I.E.E.		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de production SIQO		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat BIO		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Démarches collectives : attestation adhésion à un réseau		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces complémentaires pour les nouveaux exploitants NON JA			
Un premier exercice comptable (si existant)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA comportant la date d'inscription auprès de la MSA en tant que chef d'exploitation		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces complémentaires pour les nouveaux exploitants JA			
Un premier exercice comptable (si existant)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- DJA récépissé de dépôt de demande d'aide JA à la DDT(M), <u>OU</u> - RJA recevabilité jeune agriculteur, <u>OU</u> - CJA certificat de conformité jeune agriculteur : exigé au moment du paiement de l'aide		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Le PE (Plan d'Entreprise)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces complémentaires pour les associations, fondations, établissements			
Statuts à jour		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste des membres du bureau et conseil d'administration		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la publication au JO, récépissé de déclaration en préfecture ou numéro d'identification RNA		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rapports moral et financier (n-1) ou équivalent		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation MSA de la structure		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
PV de l'Assemblée Générale approuvant le projet		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

ANNEXE 1 : ATTESTATION DE MINIMIS ENTREPRISE

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

Si le projet concerne la 1ère et 2ème transformation de produits agricoles en produits non agricoles. Exemple : transformation de farine en pain, fabrication de bières...

ANNEXE 2

Modèle d'attestation

à insérer dans tous les formulaires de demande d'aide au titre du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*

Je suis informé(e) que la présente aide relève du régime « *de minimis* », conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

J'atteste sur l'honneur :

- **A) avoir perçu** (décision d'octroi ou paiement) au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « *de minimis* » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013 ou au règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006) :

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la décision d'octroi (ou date de paiement si absence de décision)	Montant figurant dans la décision d'octroi (ou montant perçu si absence de décision)
Total (A) des montants d'aides <i>de minimis</i> entreprise déjà perçus		Total (A) =	€

- **B) avoir demandé mais pas encore reçu** la décision correspondante ni le paiement relatifs à la somme totale inscrite dans le tableau ci-dessous au titre des aides dites « *de minimis* » **entreprise** (en référence au règlement (UE) n° 1407/2013 ou au règlement (CE) n° 1998/2006).

Intitulé de l'aide	Numéro SIREN de l'entreprise bénéficiaire (9 chiffres) ¹	Date de la demande	Montant demandé
Total (B) des montants d'aides <i>de minimis</i> entreprise déjà demandés mais pas encore reçus		Total (B) =	€

- **C) demander, dans le présent formulaire, une aide** relevant du régime « *de minimis* » **entreprise** (règlement (UE) n° 1407/2013) :

Montant (C) de l'aide demandée dans le présent formulaire	(C) =	€
-----------------------------------------------------------	--------------	---

Total [(A)+(B)+(C)] des montants à comptabiliser sous le plafond <i>de minimis</i> entreprise	(A)+(B)+(C) =	€
-----------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------	---

Si la somme totale des montants d'aides « *de minimis* » entreprise perçus et demandés [(A)+(B)+(C)] excède 200 000 €, l'aide demandée (C) dans le présent formulaire ne sera pas accordée.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Cocher la case correspondant à votre situation :

- J'atteste sur l'honneur ne pas avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, d'aides *de minimis* au titre d'autres règlements *de minimis* (règlements *de minimis* agricole, *de minimis* pêche ou *de minimis* SIEG)
- J'ai reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides *de minimis* au titre d'autres règlements *de minimis* (règlements *de minimis* agricole, *de minimis* pêche ou *de minimis* SIEG). **Dans ce cas je complète également l'annexe 2 bis.**

Date et signature

1 **Attention** : le règlement (UE) n°1407/2013 prévoit que le plafond de 200 000 € d'aides *de minimis* entreprise doit être calculé par « entreprise unique ». Une « entreprise unique » se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'une des relations précisées dans la notice explicative jointe à cette annexe (paragraphe 3). Inscrire également dans les tableaux les aides *de minimis* entreprise *considérées comme* transférées à votre entreprise en cas d'acquisition, de fusion ou de scission d'entreprise (voir notice explicative de l'annexe 1 paragraphe 2).

NOTICE EXPLICATIVE
(pour compléter les annexes 2 et 2 bis)

1. Non cumul des plafonds d'aides de minimis au delà du plafond le plus haut

Les entreprises ayant bénéficié

- d'aides de minimis agricole au titre de leurs activités de production agricole primaire (plafond de 15 000€),
- d'aides de minimis pêche au titre de leurs activités dans le secteur de la pêche ou de l'aquaculture (plafond de 30 000€),
- d'aides de minimis SIEG (services d'intérêt économique général, plafond de 500 000€),

doivent remplir, en plus de l'annexe 2, l'**annexe 2 bis** du formulaire d'attestation. Dans le cas où votre entreprise a bénéficié, en plus des aides de minimis entreprise, d'aides de minimis agricole, pêche ou SIEG :

- le plafond maximum d'aides est de **200 000€** en cumulant le montant des aides de minimis entreprise, de minimis agricole et de minimis pêche,
- et le plafond maximum d'aides est de **500 000€** en cumulant le montant des aides de minimis entreprise, de minimis pêche, de minimis agricole, et de minimis SIEG.

2. Transferts des encours de minimis en cas d'acquisition, fusion, scission d'une entreprise

Si votre entreprise :

- a repris une autre entreprise dans le cadre de fusions ou acquisitions, et/ou
- a fait l'objet d'une scission en deux entreprises distinctes ou plus,

elle doit tenir compte des aides de minimis perçues par la (ou les) entreprise(s) pré-existante(s) dans le calcul de son plafond d'aides de minimis.

- **En cas de fusion ou acquisition (reprise totale)** d'une entreprise, la totalité des aides de minimis agricole et de minimis entreprise accordées à cette entreprise au cours de l'année fiscale en cours et des deux années fiscales précédentes sont à comptabiliser dans le cumul des aides de minimis agricole et entreprise du repreneur. Afin d'identifier ces aides considérées comme transférées à votre entreprise lorsque vous remplissez les annexes 2 et 2bis, le numéro SIREN auquel elles ont été payées doit être indiqué.

Si la somme des aides de minimis entreprise, ainsi comptabilisées dans le cumul des aides de minimis entreprise du repreneur, génère un dépassement de plafond d'aides de minimis de ce dernier, il ne sera pas demandé au repreneur de remboursement car ces aides ont été légalement octroyées. Par contre, le repreneur ne pourra pas être éligible à de nouvelles aides de minimis entreprise tant que le plafond d'aides de minimis entreprise calculé sur trois exercices fiscaux glissants ne sera pas repassé en dessous de 200 000€.

- **En cas de scission** en deux entreprises distinctes ou plus, il faut répartir les aides de minimis entreprise et de minimis agricole perçues avant la scission entre les différentes entreprises résultant de la scission en ne retenant dans le plafond d'aide de minimis de chacune que la part des aides de minimis versées au titre des activités conservées par chacune. Si une telle allocation n'est pas possible, alors les aides de minimis sont réparties proportionnellement sur la base de la valeur comptable du capital des nouvelles entreprises à la date effective de la scission.

3. Notion « d'entreprise unique »

Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides de minimis entreprise peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000€. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000€ qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique », vous disposez d'un seul plafond d'aides de minimis entreprise de 200 000€ commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier en complétant l'annexe 2 et 2 bis de votre demande d'aide de minimis, que votre entreprise comptabilise bien à la fois les aides de minimis qui lui ont été versées et celles versées aux autres entreprises composant l'entreprise unique au titre du règlement (UE) n°1407/2013 et du règlement (CE) n°1998/2006. L'attestation sur l'honneur (en annexe 2 et 2 bis) prévoit donc que **pour chaque aide de minimis perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique.**

Définition de « l'entreprise unique » : une « entreprise unique » se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit de nommer ou révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
- une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette autre entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

4. Entreprises en difficulté

Les entreprises faisant l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ne sont pas éligibles aux aides de minimis octroyées sous forme de prêts ou de garanties.

5. Autres précisions

Comment savoir si une aide est bien une aide de minimis entreprise ? La nature « de minimis » de l'aide est précisée sur le dossier de demande d'aide. Ce dossier fait référence au règlement (UE) n°1407/2013 ou au règlement (CE) n°1998/2006 lorsqu'il s'agit d'une aide de minimis entreprise. En cas de doute l'entreprise peut appeler l'autorité publique instruisant l'aide.

Comment calculer le plafond si vous avez bénéficié d'une aide de minimis à titre personnel (par exemple sous forme de prise en charge de cotisations sociales) et que vous exercez votre activité au sein de différentes entreprises (plusieurs SIREN) ? Vous devez répartir le montant de l'aide, au choix : soit à parts égales entre les différentes entreprises, soit au prorata du revenu provenant de chaque entreprise.

- ✓ EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL
- ✓ SOCIÉTÉ AGRICOLE

Caractérisation OTEX à mentionner dans le formulaire
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures)
Riz
Légumes frais de plein champ
Tabac
Maraîchage
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, plantes à parfum, etc..)
Viticulture d'appellation
Autre viticulture
Fruits et cultures permanentes
Polyculture
Bovins lait
Bovins viande naisseur
Bovins viande engraisseur
Veau de boucherie
Bovins lait et viande
Ovin lait
Ovin viande
Caprin lait
Caprin viande
Mixte ruminants
Truies reproductrices
Porc engraissement
Poules pondeuses
Poulets de chair
Palmipèdes foie gras
Autres palmipèdes
Autres volailles
Lapins
Abeilles
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)
Polyélevage orientation granivore
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)
Autres associations (hors abeilles)
Exploitations non classées

- ✓ **EXPLOITANT AGRICOLE INDIVIDUEL**
- ✓ **SOCIÉTÉ AGRICOLE**

- Bienvenue à la Ferme
- Les marchés Producteurs de Pays
- Réseau des boutiques Paysannes
- Terroir Direct
- REGAL D'OC
- Mangeons Lauragais
- Jardins de Perpignan
- Le Samedi des Producteurs
- Syndicat des éleveurs de palmipèdes gras et volailles de ferme
- Association des bio-producteurs du marché république